

Engrais : il ne faut pas chercher à maintenir notre dépendance mais prendre des mesures urgentes pour en sortir

Communiqué de la Confédération paysanne



Engrais : il ne faut pas chercher à maintenir notre dépendance mais prendre des mesures urgentes pour en sortir

Encore une réunion pour rien ! Le gouvernement s'entête à ne pas analyser ni comprendre ce qui se joue dans cette crise des engrais déclenchée depuis le blocage du Détroit d'Ormuz.

Une nouvelle fois, seules des mesures d'urgence sont esquissées, afin de sauver en priorité les plus gros acteurs économiques des filières agricoles, céréalières en particulier. Pour les commerçants d'engrais et les coopératives, une seule chose semble compter : que les paysan-nes continuent de consommer des engrais et que notre capacité d'exportation soit maintenue. Quid du devenir des paysan-nes ? Ce n'est pas du tout anticipé à l'occasion de réunion comme celle de ce vendredi.

Pour la Confédération paysanne, l'urgence doit être aussi de permettre aux paysan-nes de sortir de la dépendance aux intrants importés qui fragilise les fermes. Ce que révèle cette crise, c'est bien que nous sommes pris dans un effet de ciseau entre cette dépendance et des prix fluctuants, fixés par les aléas du marché et du contexte internationaux.

Maintenir notre dépendance aux engrais est une grave erreur, tout comme la mise en œuvre de palliatifs tels que l'augmentation de l'usage des effluents d'élevage, des boues d'épuration ou des digestats issus des méthaniseurs.

Détricotter la directive nitrates pour développer l'usage de ces effluents ne ferait qu'accélérer la spécialisation des régions, la concentration des fermes, et repousser la nécessaire transition agroécologique, qui doit s'appuyer sur la diversité des productions, la rotation des cultures et la polyculture-élevage.

Sur la diversification des assolements, l'important est de réunir les conditions économiques pour pouvoir y intégrer plus de légumineuses et de protéagineux, afin de réduire notre dépendance aux engrais et aux protéines pour l'alimentation animale. Seule une régulation par le prix pourra permettre le développement des légumineuses. Il est donc temps de mettre en place des droits de douanes sur le soja OGM d'Amérique et de sortir de la seule logique économique et mettre l'économie au service de l'agronomie pour avoir une politique agricole cohérente et permettre l'autonomie des fermes.

Les priorités sont :

- de permettre l'autonomie des fermes d'abord par une meilleure rémunération de nos productions ;
- d'agir contre la dépendance aux engrais en mettant en place une gestion des volumes, des prix planchers et différenciés, ainsi qu'une sortie des logiques de libre-échange ;
- d'engager des mesures structurelles pour accompagner la transition vers des filières plus robustes